



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CONVENTION

Etablie entre les soussignés :

Le ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports,
ci-après désigné « le MENJS »,
représenté par Jean Michel BLANQUER, ministre

Le ministère chargé des Sports
ci-après désigné « le MS »,
représenté par Roxana MARACINEANU, ministre déléguée

L'Union nationale du sport scolaire,
ci-après désignée « l'UNSS »,
représenté par Olivier GIRAULT, directeur national

L'Union sportive de l'enseignement du premier degré,
ci-après désignée « l'USEP »,
représentée par Véronique MOREIRA, présidente

La Fédération française des échecs,
ci-après désignée « la FFE »,
représentée par Eloi RELANGE, président

PRÉAMBULE

A l'école, au collège et au lycée, les élèves scolarisés peuvent découvrir et pratiquer de nombreuses activités éducatives, artistiques, physiques, sportives ou citoyennes dans divers cadres : les enseignements, le sport scolaire, représenté par l'USEP dans le premier degré et l'UNSS dans le second degré, qui autour de la multi-activité et de l'engagement volontaire implique les enfants et les jeunes volontaires dans des rencontres sportives promotionnelles et événementielles, compétitives ou non et vise la création d'un habitus de pratiques sportives ainsi que l'engagement associatif jusqu'à la prise de responsabilités. Ces activités constituent une continuité de pratique globale, cohérente avec l'offre sportive et éducatives des collectivités territoriales et des clubs locaux.

Les échecs participent à l'atteinte de ces objectifs et à ce titre peuvent être pratiqués et enseignés dans ces différents temps scolaires de manière obligatoire, optionnelle et/ou volontaire

La fédération française des échecs prend toute sa place dans le mouvement sportif français avec plus de 50 000 licenciés. Son plan de développement en direction du public scolaire et les valeurs qu'elle véhicule s'inscrivent pleinement en cohérence avec les objectifs de l'École de la Confiance.

La pratique du jeu d'échecs constitue un outil efficace au service de la formation et de la réussite de tous les élèves. Il permet l'expression des talents, l'épanouissement de chacun et peut ainsi participer à la lutte contre les discriminations et le décrochage scolaire.

L'engagement de ses équipes nationales jusqu'au niveau international représente un modèle sportif auquel tous les élèves, des plus petits aux plus grands, peuvent s'identifier et qui forgera la « Génération 2024 ». La préparation et l'accueil des JOP Paris 2024 nous engagent tous pour assurer un héritage sociétal en particulier pour les jeunes générations.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention vise à renforcer la place du jeu d'échecs dans le milieu scolaire par la mise en place d'actions qui concourent à l'éducation, à la réussite et à l'épanouissement des élèves en lien avec les enjeux sociétaux, qui sont pris en compte dans les différents programmes ministériels précisés à l'article 2.

Le MENJS, l'UNSS, l'USEP et la FFE de manière conjointe, entendent renforcer les pratiques diverses du jeu d'échecs. Cette convention qui permet de décliner des conventions, cosignées par les deux fédérations sportives scolaires (USEP et UNSS), s'inscrit naturellement dans le projet éducatif et sportif de chaque académie, et s'opérationnalise à tous les niveaux déconcentrés dans les projets des écoles et établissements scolaires, afin d'assurer une mise en œuvre adaptée aux différents territoires.

Enfin, la convention vise à donner aux personnels de l'éducation nationale, de l'UNSS et aux acteurs de l'USEP, les moyens de se former ainsi que les ressources nécessaires à la pratique du jeu d'échecs dans toutes ses dimensions.

DÉFINITION DE LA CONVENTION

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 2 : Concours aux programmes ministériels liés aux enjeux sociétaux

Article 2.1 : Le renforcement des principes de la République et des valeurs sportives

Le jeu d'échecs avec ses règles, sa stratégie et ses rôles sociaux, les différents aspects de son organisation et de son arbitrage, sa mise en image et la place singulière qu'il occupe dans la société, sont autant d'objets possibles d'apprentissages et de réflexions permettant aux élèves l'acquisition de savoirs et d'une culture générale critiques.

Les signataires s'engagent à :

- Veiller au respect du principe de laïcité ;
- Développer la formation et l'engagement civique des élèves dans les différents rôles qu'ils sont amenés à occuper (joueuse/joueur, spectatrice/spectateur, arbitre ou juge, etc.) ;
- Contribuer au développement durable par l'apprentissage des valeurs éducatives, sociales et d'intégration dans les différentes formes de pratique ;
- Favoriser l'apprentissage de la Marseillaise, chantée notamment lors des compétitions ;
- Favoriser l'acquisition d'une culture générale en s'appuyant sur la pratique du jeu d'échecs, la connaissance et le respect des valeurs du sport et de l'Olympisme (respect des règles, de l'adversaire, de l'arbitre, du goût de l'effort, du fair-play et de l'esprit d'équipe) ainsi que la prévention et la lutte contre les violences, le dopage et les conduites addictives.

Article 2.2 : Accès à la pratique pour tous

Le sport est un vecteur d'inclusion. La construction de partenariats entre le monde scolaire et le monde fédéral est une condition pour associer l'ensemble des élèves aux activités proposées.

Les signataires s'engagent à :

- Proposer des rencontres permettant la participation des élèves en situation de handicap ou à besoins spécifiques;
- Avoir des actions particulières avec les réseaux des écoles et des établissements de l'éducation prioritaire, de la politique de la ville, notamment dans le cadre du dispositif des « cités éducatives » ;
- Etre partenaire du centre académique pour la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (CASNAV) ;
- Activer tous les leviers pour réduire les inégalités territoriales dans l'accès au sport ;
- Créer une ouverture vers l'international.

Article 2.3 : Egalité « filles – garçons » et mixité

L'égalité entre les sexes a été déclarée grande cause nationale du quinquennat par le Président de la République. L'organisation de rencontres ou de compétitions est une réelle opportunité pour unir

toute la communauté éducative autour d'une pratique "filles" véhiculant une image renouvelée, enthousiaste et fédératrice.

Les signataires s'engagent à :

- Assurer l'accès à la pratique du jeu d'échecs à tous les âges de la scolarité pour les filles et les garçons en respectant le rythme d'acquisition et les compétences de chacune et chacun ;
- Lutter contre tous les stéréotypes sexistes et les discriminations ;
- Favoriser l'accès à la formation et l'engagement civique du public féminin dans les différents rôles occupés (joueuse, spectatrice, organisatrice, dirigeante, reporter, coach, vice-présidente élève, éducatrice et officielle) ;
- Favoriser le principe de mixité dans la pratique des jeunes en proposant des dispositions pédagogiques particulières qui permettent la reconnaissance et l'acceptation des différences ;
- Favoriser la création de sections sportives scolaires permettant de développer la pratique sportive féminine.

Article 2.4 : Promotion d'une pratique sportive vectrice de santé et de bien être

Le sport est un levier pour la cohésion de notre société et contribue à la prévention de la santé. La pratique sportive est reconnue dans cette convention comme un outil au service de la stratégie nationale de santé qui promeut, dès le plus jeune âge, la pratique régulière d'activités physiques sportives et artistiques pour une meilleure qualité de vie. Il s'agit bien d'améliorer la santé de toutes et de tous, de lutter contre certaines maladies et d'offrir à toute la jeunesse un épanouissement physique et mental équilibré.

Les signataires s'engagent à :

- Mettre en place des actions pour lutter contre la sédentarité et, par leurs actions conjointes, participer à la création d'un habitus de pratique dès le plus jeune âge ;
- Développer les relations entre les écoles les clubs notamment dans le cadre des 30 min APS quotidien, dans le respect de la programmation de l'EPS;
- Développer la formation aux gestes qui sauvent et aux premiers secours ;
- Lutter contre le surpoids et l'obésité ;
- Prendre en considération la dimension émotionnelle au cours de la pratique sportive ;
- Permettre à chacun selon ses capacités de trouver une place au sein d'une équipe sportive ;
- Développer l'estime de soi.

Article 2.5 : Lutte contre le harcèlement scolaire

La pratique sportive en général et celle du jeu d'échecs en particulier développent les notions de solidarité et de tolérance. Ces valeurs, vecteurs d'intégration, contribuent à lutter contre les comportements sexistes, violents ou discriminants.

Les signataires s'engagent à :

- Favoriser les pratiques éthiques ;
- Mobiliser les ressources ministérielles et coproduire des ressources adaptées aux enfants et jeunes ;
- Lutter contre le harcèlement de toute nature par le respect des niveaux de performance de chacun et favoriser l'accès à la pratique pour tous ;
- Lutter contre toutes les formes de violence, de ségrégation, de discrimination et de racisme ;
- Mobiliser les élèves des sections sportives scolaires et les licenciés des clubs afin de les rendre exemplaires et moteurs pour favoriser la pratique et l'expression de tous les élèves.

Article 2.6 : L'engagement associatif et la responsabilisation des jeunes

Toute pratique sportive est caractérisée par des règles spécifiques qui influencent les comportements des élèves. L'appropriation des règles et leur respect par la sensibilisation à l'arbitrage apparaissent fondamentaux pour l'engagement des pratiquants.

Les signataires s'engagent à :

- Développer, diversifier et renforcer les rôles proposés aux enfants et aux jeunes qui conduisent à l'engagement et à la prise de responsabilité notamment dans le cadre associatif (USEP, UNSS) ;
- Co-construire un plan d'action de promotion de l'arbitrage et du jugement avec l'ensemble des acteurs ;
- Systématiser l'apprentissage des règles du jeu au sein de tous les dispositifs d'enseignement ou d'activités organisées dans le cadre du sport scolaire ;
- Instaurer l'arbitrage par tous et renforcer les mises en situation d'arbitrage ;
- Développer les équivalences de compétences acquises en milieu scolaire avec les fédérations sportives ;
- Confier des missions aux jeunes dans le cadre des événements sportifs nationaux et internationaux.

Article 3 : Renforcement du jeu d'échecs en milieu scolaire

Les axes principaux d'action ci-dessous énoncés marquent la continuité de la précédente convention en insistant sur le respect des programmes d'enseignement co-construits entre le MENJS, la FFE et les fédérations sportives scolaires (USEP, UNSS).

Les signataires s'engagent à :

- Favoriser la pratique du jeu d'échecs dans le cadre obligatoire de l'EPS à l'école, au collège et au lycée, en conformité avec les programmes d'enseignement et en lien avec les projets d'école et d'établissement, en renforçant le principe de mixité dans la pratique pour les plus jeunes ;
- Développer le jeu d'échecs au sein de l'école primaire (classe, projet d'école, A.S. USEP ...) ;
- Développer le jeu d'échecs au sein des collèges et des lycées (classes, A.S, sections sportives scolaires) ;

- Favoriser l'ouverture de sections sportives scolaires jeu d'échecs ainsi que l'optimisation et le rayonnement de celles qui existent, dans le cadre des projets d'établissement et des partenariats extra scolaires, en conformité avec les modalités prévues par les textes en vigueur ;
- Favoriser et accompagner l'organisation d'activités jeu d'échecs dans le cadre du dispositif dit 2S2C pour « Sport, Santé, Culture, Civisme », des dispositifs inscrits dans les projets éducatifs territoriaux, du plan « mercredi », du dispositif « École ouverte » et auprès de publics spécifiques ;
- Favoriser la diversification des pratiques dans le cadre des projets des associations sportives d'écoles avec le concours de l'USEP, et d'établissement avec le concours de l'UNSS ;
- Favoriser la réussite du double projet des jeunes inscrits dans le Parcours de performance fédéral (PPF) de la FF des échecs et désireux de s'engager vers le sport de haut niveau et la haute performance.

Article 4 : Moyens et modalités de mise en œuvre

Article 4.1 : Accompagnement à la formation des enseignants

Les signataires s'engagent à :

- co-construire des contenus pédagogiques

Les signataires de cette convention mettront tout en œuvre pour favoriser la production et la diffusion de documents partagés, facilitant le travail des enseignants. Pour cela, les fédérations sportives scolaires (USEP, UNSS) et les corps d'inspection seront associés, en amont, à la création de nouvelles ressources pédagogiques. Afin d'accompagner les actions retenues au niveau national ou local, les recteurs et les inspecteurs d'académie directeurs académiques des services de l'éducation nationale pourront favoriser la diffusion des productions pédagogiques élaborées conjointement entre les fédérations et les ministères signataires.

- co-construire un dispositif de formation du niveau national au niveau local

Les autorités compétentes du MENJS peuvent solliciter pour des actions de formation des cadres désignés par le ministère des chargés sports, la jeu d'échecs, les fédérations sportives scolaires, le CNOSEF, le CPSF. Ces actions s'inscrivent dans les programmes de formation existants en lien avec les plans nationaux (PNF), académiques (PAF), et départementaux de formation. Ces mêmes autorités transmettront à la FFE chaque année les informations relatives aux opérations partenariales spécifiques liées au jeu d'échecs en milieu scolaire.

Article 4.2 : Accompagnement fédéral

Les enseignants peuvent, en tant que de besoin, solliciter des aides techniques et matérielles auprès des cadres qualifiés de la FFE ou de ses organes déconcentrés. Ces partenariats devront s'inscrire dans le cadre sportif scolaire du projet d'école pour le 1^{er} degré, et dans le cadre de projets visés par les chefs d'établissements dans le second degré.

Les signataires s'engagent à respecter le cadre réglementaire concernant d'une part la responsabilité pédagogique de l'enseignant face à sa classe et l'intervention des personnels extérieurs à l'école d'autre part (voir en annexe 2 le rappel de quelques principes).

La FFE par le biais de ses structures locales, pourra apporter aux écoles, collèges et lycées ainsi qu'aux cadres du sport scolaire qui en font la demande, une aide ponctuelle en prêt de matériels ou en équipement. Il conviendra, toutefois, de veiller au respect des engagements déjà pris par chaque fédération avec ses propres partenaires.

La FFE formalisera des outils de communication afin de renforcer l'information sur les pratiques locales du jeu d'échecs, y compris pour les jeunes en situation de handicap.

En lien avec les collectivités territoriales, la FFE favorisera l'accès, la création et/ou la rénovation d'installations sportives permettant aux clubs, aux associations sportives, aux écoles, collèges et lycées, la pratique sportive du jeu d'échecs .

De même, les chefs d'établissements sont engagés à favoriser l'accès aux installations sportives permettant la pratique sportive locale fédérale du jeu d'échecs, dès lors que celles-ci ne sont pas utilisées dans le cadre de l'EPS ou de l'association sportive, en semaine, le week-end ou lors des vacances scolaires. L'objectif partagé est d'optimiser l'utilisation des installations sportives au bénéfice de la pratique sportive pour tous. Cette recommandation s'inscrit dans le cadre de l'axe 4 du dispositif Génération 2024.

Article 5 : Évaluation et durée

Chaque signataire de cette convention s'engage à la promouvoir à chaque échelon territorial et à en faire respecter les termes. Les actions menées localement en application de la présente convention doivent faire l'objet d'un suivi assuré conjointement par les autorités compétentes du MENJS et les représentants des fédérations signataires. Ce suivi pourra être présenté au Comité de pilotage chargé de la coordination et du suivi de la présente convention.

Composé de membres des deux ministères et des fédérations signataires, ce comité est présidé par le directeur général de l'enseignement scolaire ou son représentant.

Dans le cadre de la convention, les signataires s'engagent à communiquer avec les médias de manière coordonnée sur l'ensemble des actions. Les signataires s'engagent à faire figurer les logos des partenaires sur les différents supports produits dans le cadre de la convention.

La présente convention est signée pour une durée de 4 ans.

A l'issue des 4 ans, un bilan global sera effectué afin d'étudier les termes du renouvellement de la convention.

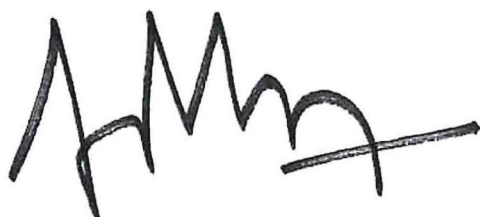
La convention peut être dénoncée par l'une des parties au plus tard le 1^{er} mars de l'année scolaire en cours, par courrier recommandé envoyé simultanément aux quatre autres parties. Les actions engagées se poursuivent pour l'année scolaire en cours.

Fait à Paris,

le ...

15 MARS 2022

Le ministre de l'Éducation nationale,
de la jeunesse des sports



Jean-Michel BLANQUER

La ministre déléguée aux Sports

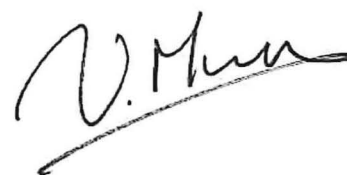
Roxana MARACINEANU

Le directeur national de l'UNSS



Olivier GIRAULT

La présidente de l'USEP



Véronique MOREIRA

Le président de la fédération française
des Échecs



Eloi RELANGE

ANNEXE 1 :

Conformément au socle commun de connaissances, de compétences et de culture et aux programmes d'enseignement, l'école, le collège et le lycée doivent favoriser chez l'élève le développement de compétences et l'acquisition de connaissances, à travers la pratique d'activités physiques et sportives au sein de l'EPS.

Dans le cadre de leur liberté pédagogique, les enseignants du premier degré et les enseignants d'EPS du second degré choisissent les activités sur lesquelles s'appuie leur enseignement.

L'institution scolaire n'a pas pour mission de sélectionner, parmi les élèves, les futurs adhérents des clubs sportifs. Rejoindre une association relève du choix personnel de l'élève. Toutefois, l'école se doit de lui donner le moyen de ce choix, y compris dans une recherche de l'excellence sportive, et aider à orienter un élève vers une association sportive (club) de proximité.

A l'école primaire, l'enseignement de l'EPS, par l'apprentissage d'habiletés motrices spécifiques du jeu d'échecs, relève, comme pour toutes les autres activités physiques et sportives de la responsabilité propre de l'enseignant. L'USEP prolonge l'action de l'école dans les domaines de l'éducation civique, physique et sportive. Dans le cadre associatif, les rencontres sportives qu'elle organise complètent les enseignements dispensés.

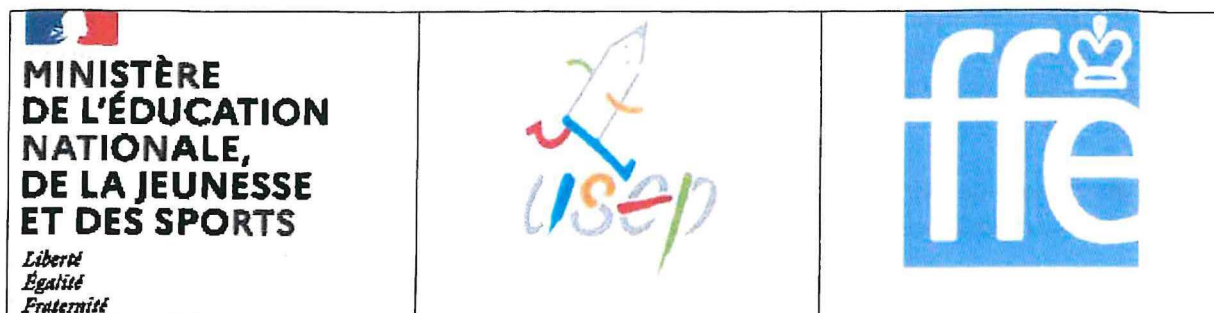
Au collège et au lycée la pratique du jeu d'échecs dans l'enseignement de l'EPS relève de la responsabilité des enseignants d'EPS. Cette responsabilité est également engagée dans le cadre du fonctionnement des sections sportives scolaires. L'UNSS a pour but d'organiser et de développer la pratique d'activités sportives, composantes de l'EPS, pour les élèves licenciés dans les associations sportives des établissements du second degré, les rencontres inter-établissements étant un principe de son fonctionnement. Assumant une double fonction éducative et sociale au travers de la pratique sportive, l'UNSS doit permettre à chacun de s'exprimer à son plus haut niveau de pratique.

L'UNSS développe une politique originale de formation et de qualification des arbitres dites programme « jeunes officiels » visant à l'arbitrage de qualité par les élèves eux-mêmes.

L'USEP, comme l'UNSS, constituent les structures d'interface entre le système éducatif et les fédérations sportives avec qui elles peuvent signer des conventions spécifiques.

La collaboration avec l'USEP et/ou l'UNSS est recherchée pour la mise en place et la conduite des projets.

ANNEXE 2 :



AVENANT à la CONVENTION CADRE MENJS/FFE relatif au lancement de l'opération Class'Échecs

Préambule

Le MENJS et la FFE affirment aujourd'hui leur volonté commune de favoriser dès le plus jeune âge la pratique du jeu d'échecs dans les écoles, les collèges et les lycées en renouvelant la convention cadre MENJS/FFE.

Le jeu d'Échecs est une activité à la fois intellectuelle, ludique et sportive, qui permet de développer des compétences diverses chez ceux qui le pratiquent, notamment des capacités intellectuelles telles que la mémoire, le raisonnement logique, la capacité d'abstraction, l'analyse de problème et la mise en œuvre de stratégies de résolution. Le jeu d'échecs s'apprend et se pratique dès le plus jeune âge.

La pratique des Échecs contribue à la construction de la personnalité en encourageant l'attention, l'imagination, l'anticipation, le jugement et la confiance en soi. Le jeu d'Échecs participe à développer l'apprentissage des règles et le respect d'autrui, et à ce titre participe de l'apprentissage de la citoyenneté.

Le jeu d'Échecs trouve de plus toute sa place dans le cadre du sport scolaire en ce qu'il constitue un élément de culture qui possède à la fois une fonction éducative, sociale et de santé publique et qu'il porte les valeurs de l'égalité des chances.

Programme Class'Échecs

Class'Échecs est un programme pluri-annuel, visant à développer l'apprentissage et la pratique du jeu d'échecs dans les écoles primaires.

L'objectif est d'initier 250 000 enfants sur 3 ans. L'initiation se fera sur le temps scolaire par les enseignants volontaires. Le programme ambitionne à échéance 2025 d'avoir formé

5 000 enseignants et équipé 2 000 écoles avec des kits comprenant des jeux et un échiquier mural.

Le programme est porté par la FFE qui assurera au quotidien la coordination opérationnelle ainsi que la centralisation des financements. Un comité de pilotage composé des partenaires du projet assurera le contrôle et le développement du projet. La FFE, le MENJS et l'USEP en seront membres de droit. Le comité se réunira 2 fois par an.

L'accès au programme Class'Échecs se fera via la plateforme M@gistère, outil proposé par le MENJS pour la formation continue des enseignants.

Les formations sont gratuites et disponibles à la demande pour toutes les personnes disposant d'un accès à la plateforme. En complément, des contenus à la demande, des conférences interactives en distanciel, ainsi qu'un support par forum ou par email, seront proposées tout au long de l'année.

Afin d'assurer une proposition de continuité pratique et une passerelle vers la fédération, les écoles adhérentes au programme se verront proposer par la FFE une mise en relation avec un club d'échecs local. Ce club référent proposera, dans la limite de ses moyens, d'animer une ou plusieurs séances spéciales autour de l'intervention d'un animateur du club, disposant d'un diplôme fédéral d'initiation ou d'animation.

De même, chaque enseignant recevra une invitation pour faire participer sa ou ses classes au championnat scolaire FFE, ainsi qu'au championnat scolaire en ligne.

Partenaire de la Fédération française des Échecs, l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) pour les écoles primaires publiques joue un rôle clé dans la réussite du projet.

Afin de promouvoir le lancement du programme, le MENJS et l'USEP, signeront une lettre de lancement commune. Ce courrier sera adressé à l'ensemble des écoles du premier degré.

L'USEP proposera également la formation partenariale existante USEP / FFE, alternative et complémentaire du programme Class'Échecs. Cette proposition de formation sera à terme intégrée dans Class'Échecs.

L'USEP et la FFE croiseront les informations, notamment géographiques, des adhérents au programme Class'Échecs pour organiser des rencontres USEP de 3 types : e-rencontres entre classes distantes, rencontres entre classes d'une même école et rencontres étendues regroupant plusieurs classes de plusieurs écoles.

